

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

LA BANQUE POSTALE LEASING & FACTORING

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 275 000 000 €

Siège social : 115 rue de Sèvres - 75275 Paris Cedex 06

N° de Siret : 514 613 207 00018

A. — Comptes sociaux au 31 Décembre 2023.**I. — Bilan au 31 décembre 2023.**

(En Euros.)

Actif	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Caisse, banques centrales			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.1	336 323 190	446 042 364
Opérations avec la clientèle	2.2	6 020 789 680	6 326 755 168
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	2.3	339 512	339 512
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat	2.4	2 864 180 585	2 760 151 647
Location simple	2.5	515 031 951	510 807 288
Immobilisations incorporelles	2.6	15 901 617	16 204 533
Immobilisations corporelles	2.6	928	1 105
Autres actifs	2.7	48 562 068	39 345 523
Comptes de régularisation	2.7	36 785 160	26 586 352
Total		9 837 914 690	10 126 233 493

Passif	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2.8	7 867 463 759	8 125 236 224
Opérations avec la clientèle	2.9	1 324 685 158	1 343 839 003
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	2.10	265 644 815	259 810 013
Comptes de régularisation	2.10	121 625 028	143 816 454
Provisions	2.11	8 328 665	4 864 396
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres sociaux (hors FRBG)	2.12	250 167 266	248 667 404
Capital souscrit		275 000 000	275 000 000
Primes d'émission et d'apport			
Réserves			
Provisions réglementées et subventions d'investissement		937 090	1 194 990
Report à nouveau		-27 527 586	-70 777 352
Résultat de l'exercice		1 757 763	43 249 766
Total		9 837 914 690	10 126 233 493

II. — Hors Bilan au 31 Décembre 2023.

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Engagements de financement, de garantie et engagements sur titres donnés	315 919 342	591 470 455
Engagements de financement	315 919 342	591 470 455
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements relatifs aux opérations de crédit-bail	233 745 118	374 959 749
Engagements relatifs aux opérations de CMLT	9 112 423	13 041 706
Engagements relatifs aux opérations d'affacturage	73 061 801	203 469 000
Engagements de garantie		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Engagements de financement, de garantie et engagements sur titres reçus	-3 076 892 066	-3 452 785 143
Engagements de financement	-204 430 986	-200 000 000
Reçus d'établissements de crédit	-204 430 986	-200 000 000
Reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	-2 872 461 080	-3 252 785 143
Reçus d'établissements de crédit	-2 315 045 879	-2 706 613 986
Reçus de la clientèle	-557 415 201	-546 171 157
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Autres engagements donnés et reçus		
Autres engagements donnés		
Autres engagements reçus		

III. — Compte de Résultat.

(En Euros)	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts et produits assimilés :	3.1	70 554 288	57 963 683
Opérations de trésorerie et interbancaires		7 684 494	14 206 353
Opérations avec la clientèle		62 869 794	43 757 329
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Autres intérêts et produits assimilés			
Intérêts et charges assimilées :	3.1	-150 712 385	-38 511 878
Opérations de trésorerie et interbancaires		-150 712 385	-38 511 878
Opérations avec la clientèle			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Autres intérêts et charges assimilées			
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées*	3.2	646 739 869	551 430 277
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées*	3.2	-582 953 767	-497 222 469
Produits sur opérations de location simple*	3.3	269 510 222	232 534 907
Charges sur opérations de location simple*	3.3	-260 964 481	-255 154 621
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	3.4	127 678 154	68 525 323
Commissions (charges)	3.4	-6 232 201	-9 455 949
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	3.5	21 877 808	14 299 059
Autres charges d'exploitation bancaire	3.5	-22 583 793	-17 400 948
Produit net bancaire		112 913 714	107 007 385
Charges générales d'exploitation :	3.6	-56 253 416	-54 437 900
Frais de personnel		-23 402 615	-21 656 478
Autres charges générales d'exploitation		-32 850 801	-32 781 422
Refacturations			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.8	-2 437 024	-322 451
Résultat brut d'exploitation		54 223 274	52 247 033
Coût du risque	3.9	-49 709 999	-3 628 622
Résultat d'exploitation		4 513 275	48 618 412
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		4 513 275	48 618 412
Résultat exceptionnel			
Impôts sur les bénéfices	3.10	-2 755 512	-5 368 646
Dotations nettes au FRBG et aux provisions réglementées			
Résultat net social		1 757 763	43 249 766
Résultat net social par action (en euros)			
Résultat dilué par action (en euros)			

IV. — Notes annexes aux comptes sociaux.

La Banque Postale Leasing & Factoring (anciennement La Banque Postale Crédit Entreprises), société anonyme à Conseil d'Administration, au capital de 275 000 000 euros, a pour objet, dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux sociétés de financement, conformément à l'article « 2 – Objet social » des statuts de la Société :

- Toutes opérations de crédit-bail mobilier, location avec option d'achat, location financière, location de longue durée, de biens meubles corporels ou incorporels ;
- Toutes opérations de crédit-bail immobilier ;
- Toutes opérations de crédit, réglementées ou non, exclusivement à des clients personnes morales ou entrepreneurs individuels, y compris auto-entrepreneurs ;
- Toutes opérations de mobilisation de créance et d'affacturage ;
- Toutes opérations de courtage en assurances et notamment toutes opérations de présentation d'opérations d'assurance en relation avec les opérations ci-dessus visées.

La Société, créée en septembre 2009, qui s'est transformée en société financière pour donner suite à son agrément par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution le 5 septembre 2011, a progressivement développé son activité avec notamment :

- En octobre 2011, le lancement de son offre de crédit-bail mobilier dans le cadre d'un accord de partenariat signé avec Franfinance en juin 2011 ;
- Au second semestre 2012, le développement des crédits à moyen-long terme à destination des personnes morales – Arkea Banking Services assurant des prestations de back office –, et la mise en place des premières offres de crédit-bail immobilier ;
- Enfin le lancement de l'activité d'affacturage qui est intervenu en avril 2013, dans le cadre d'un accord de partenariat avec Crédit Mutuel – CIC en date du 30 juillet 2012. Cette activité est internalisée depuis le 7 novembre 2022 et gérée sous SPARC (éditeur Codix).

Faits marquants de la période.

L'activité de l'année 2023 a été marquée par des composantes économiques structurantes :

- Une montée des taux de swap au premier semestre 2023 puis une baisse sensible sur le deuxième semestre (par exemple -100 bps sur le swap 3 ans) en parallèle l'euribor 3 mois a continué sa progression avec +177 bps sur 1 an ;
- Un ralentissement de l'activité immobilière impactée par la remontée des taux de marché initiée depuis 2022 ;
- Un niveau élevé de défaillance des entreprises avec 57 729 procédures ouvertes en France en 2023, en augmentation de 35,8 % par rapport à 2022, après une hausse historique de 49 % en 2022.

Les effets conjugués de l'inflation, la remontée des taux et la fin des PGE s'est traduit dans les comptes de LBPLF par une forte augmentation de la charge du risque qui atteint -49.7 M€ en 2023 versus -3.6 M€ en 2022.

Dans ce contexte LBPLF réalise cependant en 2023 une belle performance commerciale avec une production de :

- +11% en 2023 versus 2022 sur le Chiffre d'affaires de l'Affacturage à 23.4 Mds€ ;
- -5% sur le métier CBM à 871 M€ ;
- -26% sur le métier CBI à 230 M€ ;
- Sur les métiers CBM et CBI, l'année 2022 post covid avait été favorablement impactée par la mise enoyer de dossiers 2021 en retard de livraison, le métier CBI reste cependant pénalisé par un ralentissement du marché immobilier.

L'année 2023 a aussi été marquée par l'implémentation de la nouvelle organisation initialisée en 2022 afin d'accompagner l'internalisation de l'affacturage et la croissance des Métiers :

- La création début 2023 de la Direction des Opérations et Projets, sous la responsabilité d'Alexandra Proffit, en charge du support aux Métiers, pilotage des projets et de l'efficacité opérationnelle ;
- Déménagement des équipes de LBPLF pour rejoindre les équipes de la BFI sur le site de BIOME dans le 15ème ;
- La nomination de Olivier Bourin comme Directeur Général Délégué à la suite du départ de Jean Rech le 31 mars 2023 ;
- Les Directeurs Généraux Adjointes sont Franck Lemerrier (CBM), Valérie PIERRE (CBI), Jean-Baptiste Andrieux (Secrétaire Général) et Alexandra Proffit (DOP) ;
- Nomination de Cécile Robert comme DRH.

Enfin, pour votre parfaite information, aux prestations déjà facturées par LBP, se sont ajoutées depuis 2023 des Management Fees dont le montant s'élève à 1.504 M€.

Evènements postérieurs à la clôture. — Fin février 2024, enregistrement d'une provision de 718 400 € relative à des litiges clients immobiliers sur les dossiers SCI L'Elite et Tulum dans les comptes du 31 décembre 2023.

Note A. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

1.1. CADRE RÉGLEMENTAIRE

Les comptes de la société ont été établis conformément à la réglementation comptable applicable aux établissements de crédit et assimilés. Les documents de synthèse individuels sont établis en application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables du 26 novembre 2014.

Détenue à 100 % par La Banque Postale, La Banque Postale Leasing & Factoring est consolidée par le Groupe.

La Banque Postale lui-même intégré dans les comptes du groupe La Poste.

1.2. RÈGLES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION.

1.2.1. Crédit-bail et location avec option d'achat

Ce poste recouvre les biens mobiliers et immobiliers loués en crédit-bail et en location longue durée.

Les valeurs d'actifs ont été comptabilisées à leur coût historique.

1.2.1.1. Immobilisations données en location – crédit-bail mobilier

Les immobilisations données en location dans le cadre de l'activité de crédit-bail mobilier sont constituées de matériel et outillage industriels, de matériel de transport, de matériel de bureau, informatique et de mobilier, dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire

Conformément à l'avis n° 2006.C du Comité d'Urgence du CNC du 4 octobre 2006, les règlements n°2002-10 et 2004-06 du CRC n'ont pas été appliqués pour les immobilisations données en location dans la mesure où ces immobilisations sont retraitées selon la comptabilité dite financière dans les comptes consolidés et que la charge de renouvellement incombe au locataire.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Agencements et installations : 8 à 10 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans
- Matériel et outillage : 4 à 7 ans

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat ou de location simple.

Dans la comptabilité financière, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable des immobilisations est représentée par la réserve latente brute.

Au 31 décembre 2023, l'encours financier mobilier s'élève à 2 061 999 020 euros et la réserve latente avant impôts différés est de 501 908 833 euros.

Au 31 décembre 2022, l'encours financier mobilier s'élève à 1 925 260 998 euros et la réserve latente avant impôts différés est de 478 925 622,31 euros.

1.2.1.2. Immobilisations données en location – crédit-bail immobilier

Les immobilisations données en location dans le cadre de l'activité de crédit-bail immobilier sont notamment constituées de bureaux, entrepôts, hôtels, ensembles immobiliers à usage d'EPHAD ou de soins de suite dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Conformément à l'avis n° 2006.C du Comité d'Urgence du CNC du 4 octobre 2006, les règlements n°2002-10 et 2004-06 du CRC n'ont pas été appliqués pour les immobilisations données en location dans la mesure où ces immobilisations sont retraitées selon la comptabilité dite financière dans les comptes consolidés et que la charge de renouvellement incombe au locataire.

La durée d'amortissement retenue est de 20 ans. Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat ou de location simple.

Dans la comptabilité financière, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable des immobilisations est représentée par la réserve latente brute.

Au 31 décembre 2023 l'encours financier s'élève à 1 679 088 089 euros et la réserve latente avant impôts différés est de – 187 653 537 euros.

Au 31 décembre 2022 l'encours financier s'élève à 1 736 460 305 euros et la réserve latente avant impôts différés est de – 134 899 534 euros.

1.2.2. Immobilisations d'exploitation

Les immobilisations d'exploitation comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles utilisées à des fins administratives.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais d'acquisition directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation nette de TVA récupérable.

Les immobilisations sont amorties sur la durée de vie probable d'utilisation des biens, selon le mode linéaire.

Les dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation sont inscrites dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Agencements et installations : 8 à 10 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans
- Matériel et outillage : 4 à 7 ans
- Licences : 1 à 5 ans (SPARC 7 ans)

1.2.3. Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Les créances envers les établissements de crédit et la clientèle intègrent notamment les crédits consentis ainsi que les comptes ordinaires débiteurs. Elles sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : créances à vue (comptes ordinaires) ou à terme.

En application du règlement CRC n° 2002-03 modifié par les règlements n°2005-03 et 2007-06 relatif au traitement comptable du risque de crédit, sont distingués les encours sains et les encours douteux.

Sont classés en encours douteux les créances porteuses d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ou six mois sur des preneurs de crédit-bail immobilier ;
- Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque de crédit avéré ;
- S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Par ailleurs, le passage en douteux compromis est effectué dès lors que les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sains n'est prévisible. L'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard à la échéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat.

En application du principe de contagion, dès lors qu'une créance sur un client est déclassée, toutes ses créances sont déclassées.

Les encours d'affacturage identifiés comme impayés techniques ne font plus l'objet d'un déclassement automatique à 90 jours.

Les créances douteuses et douteuses compromises font l'objet d'une dépréciation individuelle (sur la base d'estimation de recouvrement) pour les créances dont le montant individuel est significatif et sur une base statistique dans le cas contraire (taux de provisionnement issu d'une approche collective statistique appliquée individuellement aux contrats).

Le montant de cette dépréciation est comptabilisé en « coût du risque » au compte de résultat et la valeur de la créance est réduite par la constitution d'une dépréciation.

Les clients qui ne sont pas en procédure collective ou dont le contrat n'a pas été résilié peuvent, après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclassement initial, être classés à nouveau en encours sains.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et provisionnés en totalité pour la partie non encaissée. Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Ce constat est formalisé pour chaque créance.

1.2.4. Autres actifs et autres passifs

Les autres actifs et passifs sont principalement composés des créances et dettes fiscales, des avances et dettes fournisseurs. Ils comprennent également les différés de paiement accordés et avances preneurs reçues dans le cadre de l'activité de crédit-bail immobilier.

1.2.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et dettes envers la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue (comptes ordinaires) ou à terme. Elles sont évaluées pour leur valeur nominale.

1.2.6. Provisions

Les provisions au passif du bilan représentent des passifs dont l'échéance ou le montant sont incertains. Une provision est constituée lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les dotations et les reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondantes à la nature des dépenses futures concernées.

1.2.7. Produits et charges de commissions

Les commissions sont comptabilisées en résultat en fonction des services rendus.

Les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation.

Les commissions rémunérant des services ponctuels ou rémunérant un acte important sont intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est réalisée ou l'acte exécuté.

Les commissions considérées comme un complément d'intérêt font partie intégrante du taux d'intérêt effectif.

Conformément à l'avis n°2009-05 du CNC du 2 juillet 2009 les commissions d'apport restant à étaler sont reclassées dans le poste « Opérations de crédit-bail et location avec option d'achat » au bilan.

1.2.8. Impôts sur le résultat

La Banque Postale Leasing & Factoring fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la société mère est La Poste. La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. En conséquence, La Banque Postale Leasing & Factoring verse à La Poste, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, un montant égal à l'impôt qui aurait grevé son résultat en l'absence d'intégration. Les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits ne sont pas réalloués aux sociétés déficitaires intégrées.

1.2.9. Changement de Méthode

Pas de changement de méthode.

Note B. – Notes relatives au bilan et hors bilan.**2.1. Prêts et créances sur les établissements de crédit**

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Comptes ordinaires débiteurs (1)	293 747 121	382 041 143
Comptes et prêts au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
Titres reçus en pension livrée		
Autres valeurs reçues en pension		
Valeurs non imputées		
Créances douteuses		
Créances rattachées		
Total brut	293 747 121	382 041 143
Dépréciations		
Créances sur les établissements de crédit à vue	293 747 121	382 041 143
Comptes et prêts à terme (2)	42 000 000	63 000 000
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés		
Créances douteuses		
Créances rattachées	576 068	1 001 222
Total brut	42 576 068	64 001 222
Dépréciations		
Créances sur les établissements de crédit à terme	42 576 068	64 001 222
Créances sur les établissements de crédit et assimilées	336 323 190	446 042 364

2.2. Opérations avec la clientèle

Les créances douteuses s'élèvent à 278 645 748 euros au 31 décembre 2023 pour 198 025 993 euros au 31 décembre 2022.

La décroissance de ce poste de bilan est liée à l'arrêt de l'activité de crédit hypothécaire par La Banque Postale Leasing & Factoring.

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Comptes ordinaires débiteurs		
Prêts à la clientèle financière		
Autres concours à la clientèle	6 068 034 559	6 331 832 804
<i>Dont Crédits de trésorerie</i>	108 644 295	114 782 189
<i>Dont crédits à l'habitat (4)</i>	1 194 666 817	1 397 998 912
<i>Dont affacturage</i>	4 195 535 634	4 099 350 197
<i>Dont crédit équipement</i>	166 643 723	199 323 453
<i>Dont crédits à l'exportation</i>	17 964 488	32 200 768
<i>Dont autres crédits</i>	356 225 816	453 218 212
<i>Dont opérations de crédit-bail et assimilées</i>		
<i>Dont prêts à la clientèle financière</i>	28 353 786	34 959 072
Valeurs non imputées (2)		
Titres reçus en pension livrée (3)		
Prêts subordonnés		
Opérations à la clientèle avant dépréciations	6 068 034 559	6 331 832 804
Dépréciations relatives aux créances à la clientèle		
Sur créances commerciales		
Sur comptes ordinaires débiteurs		
Sur les autres concours à la clientèle	-47 244 879	-5 077 636
Opérations avec la clientèle	6 020 789 680	6 326 755 168
Dont créances rattachées	18 072 969	22 062 060
Dont créances douteuses brutes	208 384 940	144 305 705
Dont créances douteuses compromises brutes	70 260 808	53 720 288
Dont créances restructurées saines		

2.3. Titre et participation

(En Euros)	31/12/2023				31/12/2022			
	Valeur comptable des titres	Avances	Dépréciations	Valeur Nette des titres	Valeur comptable des titres	Avances	Dépréciations	Valeur Nette des titres
Parts cotées								
Parts non cotées								
Parts dans les entreprises liées								
Titres cotés								
Titres non cotés	339 512			339 512	339 512			339 512
Participations et autres titres à long terme	339 512			339 512	339 512			339 512

Participation de 300 026,68€ dans la Société Solfiz qui gère la location d'usage pour le compte de constructeurs, de concessionnaires et de distributeurs de biens d'équipement industriel dans les domaines de la manutention et du levage, du machinisme agricole, du BTP et du véhicule industriel.

Participation de 39 485,59€ dans la Société Bourbon Supply Investissements qui fournit des services pétroliers et gaziers off shore. La Société assure des services de manutention, de remorquage, d'approvisionnement en matériaux, de transport, de dépollution, de récupération, d'ingénierie, de gestion, d'exploitation, d'inspection, d'entretien et de réparation.

2.4. Crédit-bail et location avec option d'achat

(En Euros)	Brut au 31/12/2022	Acquisitions	Cessions	Brut au 31/12/2023	Amortissements et dépréciations	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/22
Crédit-bail mobilier :							
Immobilisations	1 991 934 197	555 798 289	-296 654 145	2 251 078 342	-1 171 242 618	1 079 835 724	962 001 613
Créances douteuses	8 474 532	6 471 295		14 945 827	-5 808 949	9 136 878	4 139 879
Créances rattachées	4 622 142	6 231 071	-4 622 142	6 231 071		6 231 071	4 622 142
Dont étalement frais de dossier		-576 422					
Dont lissage commission d'apport		899 706					
Crédit-bail mobilier	2 005 030 872	568 500 655	-301 276 287	2 272 255 240		1 095 203 674	970 763 635
Crédit-bail immobilier :							
Immobilisations	2 539 734 654	198 709 040	-64 053 557	2 674 390 136	-922 508 115	1 751 882 021	1 772 255 555
Créances douteuses	1 108 395	4 864 380		5 972 776		5 972 776	1 108 395
Créances rattachées	16 024 061	11 122 115	-16 024 061	11 122 115		11 122 115	16 024 061
Dont étalement frais de dossier		-3 361 262					
Crédit-bail immobilier	2 556 867 110	214 695 535	-80 077 619	2 691 485 027		1 768 976 912	1 789 388 012

Les immobilisations données en crédit-bail immobilier comprennent 78 956 778,05 euros d'immobilisations en cours contre 45 478 787,48 euros au 31 décembre 2022.

Les créances rattachées en crédit-bail mobilier comprennent -576 422 euros au titre de l'étalement des frais de dossiers contre -482 713 euros au 31 décembre 2022 et 899 705 euros au titre de l'étalement de commissions d'apport contre 821 535 euros au 31 décembre 2022.

Les créances rattachées en crédit-bail immobilier comprennent également -3 361 261 euros au titre de l'étalement de frais de dossier contre -3 226 879 euros au 31 décembre 2022.

2.5. Location simple

(En Euros)	Brut au 31/12/2022	Acquisitions	Cessions	Brut au 31/12/2023	Amortissements et dépréciations	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
Crédit-bail mobilier :							
Immobilisations	1 228 258 622	279 822 884	- 190 301 690	1 317 779 815	- 816 274 653	501 505 162	499 209 345
Créances douteuses	3 227 354	3 615 401		6 842 754	- 3 243 158	3 599 596	2 326 615
Créances rattachées	9 271 328	9 927 192	- 9 271 328	9 927 192		9 927 192	9 271 328
Dont étalement frais de dossier		- 78 707					
Dont lissage commission d'apport		279 367					
Location simple	1 240 757 303	293 365 477	- 199 573 018	1 334 549 762	- 819 517 811	515 031 951	510 807 288

Les créances rattachées comprennent 279 367 euros au 31 décembre 2023 au titre de l'étalement de commissions d'apport contre 220 637 euros au 31 décembre 2022.

Elles comprennent également -78 707 euros au 31 décembre 2023 au titre de l'étalement de frais de dossier contre -73 534 euros au 31 décembre 2022.

2.4 et 2.5. Amortissements et dépréciations des immobilisations données en crédit-bail et location simple

(En Euros)	Amort/ au 31/12/22	Dotations linéaires	Dotations dégressives	Dépréciations	Reprises et reclassements	CUMUL	Amort/ au 31/12/2023
Crédit-bail mobilier	- 1 029 932 584	- 70 705 230	- 319 123 642		248 518 838	- 1 171 242 618	- 1 171 242 618
Crédit-bail immobilier	- 767 479 098	- 159 453 637			4 424 619	- 922 508 115	- 922 508 115
Location financière	- 729 049 277	- 178 736 158	- 75 725 786		167 236 568	- 816 274 653	- 816 274 653
Total amortissements	- 2 526 460 959	- 408 895 025	- 394 849 428	-	420 180 025	- 2 910 025 387	- 2 910 025 386

2.6. Immobilisations corporelles et incorporelles

(En Euros)	01/01/2023	Variation			31/12/2023			31/12/2022		
	Montant Brut	Entrées	Transfert	Sorties	Montant Brut	Amortissements et dépréciations cumulés	Montant Net	Montant Brut	Amortissements et dépréciations cumulés	Montant Net
Terrains										
Constructions										
Autres immobilisations d'exploitation	22 398				22 398	-21 470	928	22 398	-21 293	1 105
Immobilisations corporelles	22 398				22 398	-21 470	928	22 398	-21 293	1 105
Frais d'établissement										
Autres immobilisations incorporelles	17 174 456	649 005			17 823 461	-3 406 770	14 416 691	17 174 456	-969 923	16 204 533
Immobilisations incorporelles en cours		1 484 926			1 484 926		1 484 926			
Immobilisations incorporelles	17 174 456				19 308 387	-3 406 770	15 901 617	17 174 456	-969 923	16 204 533
Immobilisations corporelles et incorporelles	17 196 854				19 330 785	-3 428 240	15 902 545	17 196 854	-991 216	16 205 638

En majeur SPARC l'outil d'Affacturage

2.7. Autres actifs & comptes de régularisation

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Charges constatées d'avance	650 871	528 910
Charges à payer	0	35 754
Autres produits à recevoir (1)	22 741 577	22 728 962
Réévaluation des instruments dérivés et de change		
Comptes d'encaissement		
Autres comptes de régularisation	13 392 712	3 292 726
Comptes de régularisation	36 785 160	26 586 352
Instruments conditionnels achetés		
Gestion collective des Livrets de Développement Durable		
Dépôts de garantie versés	8 000	8 000
Etat, impôts et taxes	16 175 705	29 235 859
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Créances rattachées		
Autres actifs	32 378 363	10 101 665
Dépréciations		
Actifs divers	48 562 068	39 345 523
Comptes de régularisation et actifs divers	85 347 227	65 931 876

2.8. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Comptes ordinaires créditeurs		52 865 705
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension au jour le jour		
Titres donnés en pension livrée		
Autres sommes dues		
Dettes rattachées		
Dettes envers les établissements de crédit à vue		52 865 705
Comptes et emprunts à terme	7 846 876 784	8 060 732 858
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes rattachées	20 586 975	11 637 661
Dettes envers les établissements de crédit à terme	7 867 463 759	8 072 370 519
Dettes envers les établissements de crédit et assimilées	7 867 463 759	8 125 236 224

Les comptes et emprunts à terme sont constitués d'ALM LBP.

2.9. Opérations avec la clientèle

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Comptes à régime spécial à vue		
Comptes à régime spécial à terme		
Dettes rattachées		
Comptes d'épargne à régime spécial		
Comptes ordinaires créditeurs	1 311 479 599	1 331 310 464
Dettes rattachées		
Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle	1 311 479 599	1 331 310 464
Emprunts clientèle financière		
Comptes créditeurs à terme		
Valeurs données en pension		
Titres et valeurs donnés en pension livrée		
Autres sommes dues à la clientèle	13 205 558	12 528 539
Dettes rattachées		
Autres dettes envers la clientèle	13 205 558	12 528 539
Opérations avec la clientèle	1 324 685 158	1 343 839 003

En majeur comptes clients d'affacturage

2.10. Comptes de régularisation & autres passifs

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Produits constatés d'avance	53 070 022	42 591 582
<i>Dont crédit-bail</i>	22 599 655	22 884 087
<i>Dont Location financière</i>	7 165 216	7 565 633
<i>Dont Affacturage</i>	23 139 035	12 045 266
<i>Dont CMLT</i>	166 116	96 595
Charges à payer	24 615 255	28 131 606
Réévaluation des instruments dérivés et de change		
Autres comptes de régularisation	43 939 750	73 093 266
Comptes de régularisation	121 625 028	143 816 454
Instruments conditionnels vendus		
Dettes de titres		
Fournisseurs	27 042 064	40 273 103
Etat, impôts et taxes	9 247 382	10 836 153
Créditeurs divers	229 355 369	208 700 756
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Dettes rattachées		
Passifs divers	265 644 815	259 810 013
Comptes de régularisation et passifs divers	387 269 843	403 626 467

Les charges à payer intègrent essentiellement des dettes fiscales et sociales. Les créditeurs divers correspondent aux avances preneurs reçues dans le cadre d'opérations de crédit-bail immobilier.

2.11. Provisions

(En Euros)	31/12/2022	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Autres variations	31/12/2023
Provisions pour retraites et autres engagements sociaux	477 227	243 571				720 798
Provisions pour réserve latente négative sur crédit-bail mobilier	3 081 866	6 733 467		-3 081 866		6 733 467
Provisions RH	1 281 000	106 000		-1 231 000		156 000
Provisions pour risques et charges	24 303					
<i>Dont affacturage</i>	24 303			-24 303		
<i>Dont crédit-bail immobilier</i>		634 000				634 000
<i>Dont crédit-bail mobilier</i>						
<i>Dont CMLT</i>		84 400				84 400
Autres provisions						
Provisions	4 864 396	7 801 438		-4 337 169		8 328 665

2.12. Capitaux propres

(En Euros)	Fonds pour risques bancaires généraux	Capital	Prime d'émission et d'apport	Réserves légales	Provisions réglementées et subventions d'investissements	Autres réserves et report à nouveau	Résultat social	Total des capitaux propres sociaux
Capitaux propres au 31 décembre 2021		275 000 000			893 108	-92 912 000	22 134 648	205 115 756
Affectation du résultat N-2						22 134 648	-22 134 648	
Impact changement de méthode comptable provisions retraite								
Distribution N au titre du résultat N-1								
Augmentation diminution de capital (x)								
Dotation reprise provision réglementée					301 882			301 882
Résultat N							43 249 766	43 249 766
Autres mouvements								
Capitaux propres au 31 décembre 2022		275 000 000			1 194 990	-70 777 351	43 249 766	248 667 404
Affectation du résultat N-1						43 249 766	-43 249 766	
Impact changement de méthode comptable provisions retraite								
Distribution N au titre du résultat N-1								
Augmentation diminution de capital (x)								
Dotation. reprise provision réglementée					-257 901			-257 901
Résultat N							1 757 763	1 757 763
Autres mouvements								
Capitaux propres au 31 décembre 2023		275 000 000			937 089	-27 527 586	1 757 763	250 167 266

Au 31 décembre 2023, le capital social se compose de 27 500 000 actions ordinaires de nominal 10 euros.

2.13. Hors bilan

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Engagements de financement, de garantie et engagements sur titres donnés	315 919 342	591 470 455
Engagements de financement	315 919 342	591 470 455
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements relatifs aux opérations de crédit-bail	233 745 118	374 959 749
Engagements relatifs aux opérations de CMLT	9 112 423	13 041 706
Engagements relatifs aux opérations d'affacturage	73 061 801	203 469 000
Engagements de garantie		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Engagements de financement, de garantie et engagements sur titres reçus	-3 076 892 066	-3 452 785 143
Engagements de financement	-204 430 986	-200 000 000
Reçus d'établissements de crédit	-204 430 986	-200 000 000
Reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	-2 872 461 080	-3 252 785 143
Reçus d'établissements de crédit	-2 315 045 879	-2 706 613 986
Reçus de la clientèle	-557 415 201	-546 171 157
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		

Autres engagements donnés et reçus		
Autres engagements donnés		
Autres engagements reçus		

Dont engagements reçus de Franfinance SA dans le cadre d'une convention de partage de risque à hauteur de 20% portant sur des opérations de crédit-bail mobilier.

Note C. – Notes relatives au compte de résultat.

Dans la présentation des comptes annuels produits en 2022, les signes des montants affichés dans les sections suivantes étaient inversés. La modification a été portée cette année pour les comptes 2023 et la présentation des données comparatives 2022.

3.1. Intérêts, produits et charges assimilés :

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	7 684 494	14 206 353
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	62 869 794	43 757 329
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Intérêts et produits assimilés sur opérations relatives à des dettes subordonnées		
Autres intérêts et produits assimilés		
Intérêts et produits assimilés	70 554 288	57 963 683
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-150 712 385	-38 511 878
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Intérêts et charges assimilées sur opérations relatives à des dettes subordonnées		
Autres intérêts et charges assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-150 712 385	-38 511 878

Pour la parfaite analyse de cette partie, il est nécessaire de garder en mémoire que les produits d'affacturage en lien avec l'Euribor 3 mois, appelés commissions sur financement sont comptabilisés en produit de commissions en point 3.4.

3.2. Produits et charges sur opérations de crédit-bail et assimilées

Produits (En Euros)	31/12/2023	31/12/2022	Variation €	%
Loyers	410 777 083	352 540 908	58 236 175	17%
Indemnités de résiliation, autres produits	9 130 859	5 299 713	3 831 146	72%
Plus-values sur cessions	9 965 153	6 926 604	3 038 548	44%
Produits sur opérations de crédit-bail mobilier et assimilées	429 873 094	364 767 225	65 105 869	18%
Loyers crédit-bail immobilier	209 315 246	180 994 968	28 320 278	16%
Indemnités de résiliation, autres produits	3 996 911	1 907 171	2 089 740	110%
Plus-values sur cessions	33 927	751 130	-717 203	-95%
Reprise pour dépréciation d'immobilisation	3 520 691	3 009 783	510 908	17%
Produits sur opérations de crédit-bail immobilier et assimilées	216 866 774	186 663 052	30 203 723	16%
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	646 739 869	551 430 277	95 309 592	17%

Charges (En Euros)	31/12/2023	31/12/2022	Variation €	%
Dotations aux amortissements	-389 829 061	-324 541 915	-65 287 146	20%
Autres charges	-8 017 168	-4 315 046	-3 702 123	86%
Moins values de cessions	-21 157 194	-13 362 056	-7 795 139	58%
Charges sur opérations de crédit-bail mobilier et assimilées	-419 003 423	-342 219 016	-76 784 407	22%
Dotations aux amortissements	-159 572 778	-143 637 053	-15 935 724	11%
Autres charges	-3 489 625	-2 177 753	-1 311 872	60%
Moins values de cessions	-887 942	-9 188 647	8 300 705	-90%
Charges sur opérations de crédit bail immobilier et assimilées	-163 950 344	-155 003 453	-8 946 891	6%
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-582 953 767	-497 222 469	-85 731 298	17%

Les loyers progressent avec l'évolution de l'activité.

Les autres produits comprennent les frais de dossiers qui, conformément à l'avis n°2009-05 du CNC du 2 juillet 2009, sont enregistrées de manière étalée en « produits sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat » et « produits sur opérations de location simple » ainsi que des charges refacturées.

Les autres produits comprennent également une provision de 3 081 866.42 euros correspondant à la valeur nette comptable des immobilisations temporairement non louées par suite de la résiliation de contrats contre 1 293 130 euros au 31 décembre 2022.

Les autres charges sur opérations de crédit-bail immobilier comprennent des charges refacturées.

3.3. Produits et charges sur opérations de location simple

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022	Variation €	%
Loyers	246 484 578	219 705 278	26 779 300	12%
Indemnités de résiliation, autres produits	4 062 893	1 032 270	3 030 623	294%
Plus-values sur cessions	18 962 751	11 797 359	7 165 392	61%
Produits sur opérations de location simple	269 510 222	232 534 907	36 975 315	16%

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022	Variation €	%
Dotations aux amortissements	-254 461 945	-242 501 129	-11 960 815	5%
Autres charges	-531 603	-384 498	-147 105	38%
Moins values de cessions	-5 970 933	-12 268 993	6 298 060	51%
Charges sur opérations de location simple	-260 964 481	-255 154 621	-5 809 861	2%

Les commissions d'apport, conformément à l'avis n°2009-05 du CNC du 2 juillet 2009, sont enregistrées de manière étalée en « charges sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat » et « charges sur opérations de location simple ».

3.4. Commissions

(En Euros)	31/12/2023		31/12/2022	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	28 072	-5 810 959	78 876	-7 064 690
Opérations avec la clientèle	127 572 842	-296 227	68 340 799	-2 315 535
Opérations sur titres				
Opérations sur instruments financiers à terme				
Prestations de services financiers	77 239	-125 015	105 648	-75 724
Opérations de change				
Autres commissions				
Commissions nettes	127 678 154	-6 232 201	68 525 323	-9 455 949

La progression des commissions est liée en majeure à la progression du taux de l'euribor en 2023 qui compose le calcul de la commission sur financement du métier Affacturage.

3.5. Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En Euros)	31/12/2023		31/12/2022	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Charges refacturées, produits rétrocédés et transferts de charges				
Autres produits et charges divers d'exploitation	21 877 808	-22 583 793	14 299 059	-17 400 948
Dotations . Reprises aux provisions autres produits et charges d'exploitation				
Autres produits et charges d'exploitation bancaire				
Montant net des produits et charges d'exploitation bancaire		-705 986		-3 101 889

En majeure les charges et produits du CBI.

3.6. Charges générales d'exploitation

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Salaires et traitements	-15 532 407	-13 225 905
Retraites	-265 381	-67 121
Charges sociales	-6 770 561	-5 869 016
Intéressement et participation	-1 400 668	-1 191 180
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération	-338 772	-396 053
Autres frais	905 175	-907 202
Frais de personnel	-23 402 615	-21 656 478
Assurances	-424 381	-17 565
Impôts et taxes	-2 395 519	-2 347 954
Redevances de crédit bail		
Honoraires	-10 667 844	-7 217 174
Sous-traitance	-6 501 754	-11 299 919
Prestations, études informatiques	-2 361 444	-1 957 037
Frais d'actes et de contentieux	-34 313	-13 517
Loyers, charges locatives	-1 619 146	-3 333 424
Publicité, relations publiques	-48 851	-6 797
Transports, déplacements, missions	-975 377	-1 104 999
Formation	-103 747	-13 413
Services extérieurs divers	-2 517 597	-1 594 638
Personnel mis à disposition	-5 067 628	-3 718 508
Autres charges d'exploitation	-133 199	-156 478
Autres charges générales d'exploitation	-32 850 801	-32 781 422
Charges générales d'exploitation	-56 253 416	-54 437 900

Une croissance des frais de personnel en lien avec l'internalisation du métier Affacturage.

3.7. Effectifs

	31/12/2023	31/12/2022
Personnel fonctionnaire	1	
Personnel non-fonctionnaire	229	214
Total effectif	230	214
Cadre	130	121
Non cadre	100	93
Total effectif	230	214

3.8. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	-2 437 024	-322 451
Dont dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation corporelles	-176	-259
Dont dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation incorporelles	-2 436 848	-322 193
Reprises d'amortissements des immobilisations d'exploitation		
Dotations nettes aux amortissements	-2 437 024	-322 451
Dotations aux dépréciations des immobilisations d'exploitation		
Reprises aux dépréciations des immobilisations d'exploitation		
Dotations nettes aux dépréciations		
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-2 437 024	-322 451

En majeur SPARC le logiciel de gestion du métier Affacturage.

3.9. Coût du risque

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dotations aux dépréciations et provisions pour		
Clientèle	-56 489 003	-56 367 681
<i>Dont Affacturage</i>	-47 174 165	-51 305 076
<i>Dont Crédit-bail mobilier</i>	-9 314 838	-5 062 605
Provisions pour risques et charges		
<i>Dont Crédit-bail mobilier</i>		
<i>Dont Affacturage</i>		-24 303
<i>Dont Crédit-bail immobilier</i>	-634 000	
<i>Dont Ressources Humaines</i>		
<i>Dont Crédit moyen long terme</i>	-84 400	
Engagements par signature(1)		
Titres d'investissement		
Titres de placement		
Débiteurs divers		
Dotations aux dépréciations	-57 207 403	-56 391 984
Reprises sur dépréciations pour		
Clientèle	10 529 347	54 882 532
<i>Dont risques et charges crédit-bail affacturage</i>	24 303	78 567
<i>Dont risques et charges crédit-bail mobilier</i>		156 195
<i>Dont créances douteuses crédit-bail mobilier</i>	5 498 123	3 329 279
<i>Dont créances douteuses affacturage</i>	5 006 921	51 318 491
Engagements par signature (1)		
Titres d'investissement		
Titres de placement		
Débiteurs divers		
Reprises sur dépréciations	10 529 347	54 882 532
Pertes et récupérations		
Pertes sur engagements par signature		
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des dépréciations	-3 031 943	-2 137 563
<i>Dont Crédit-bail mobilier</i>	-2 969 627	-1 058 686
<i>Dont Crédit-bail immobilier</i>		
<i>Dont Crédit moyen long terme</i>		
<i>Dont Affacturage</i>	-62 317	-1 078 877
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par dépréciations		
Récupération sur créances amorties		18 393
<i>Dont Crédit moyen long terme</i>		
<i>Dont Affacturage</i>		18 393
Pertes et récupérations	-3 031 943	-2 119 170
Coût du risque	-49 709 999	-3 628 622

3.10. Impôt sur les bénéfices

(En Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Impôt sur les sociétés	-2 755 512	-5 368 646
Charge d'impôt	-2 755 512	-5 368 646

Note D. – Eléments de bilan par durée restant à courir.

— Eléments de bilan par durées restant à courir au 31 décembre 2023 :

(En Euros)	<= 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/2023
Actif :					
Créances sur les établissements de crédit et assimilées	315 208 967		21 114 223		336 323 190
Créances sur la clientèle	2 547 198 190	1 525 590 490	1 095 403 000	852 598 000	6 020 789 680
Portefeuilles de titres (transaction, placement et investissement)					
Effets publics et valeurs assimilées					
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Passif :					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilées	1 494 170 788	588 284 813	2 895 643 358	2 889 364 800	7 867 463 759
Dettes envers la clientèle	1 324 685 158				1 324 685 158
Dettes représentées par un titre					
Emprunts obligataires					
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables					
Autres dettes représentées par un titre					
Dettes subordonnées					

— Eléments de bilan par durées restant à courir au 31 décembre 2022 :

(En Euros)	<= 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/2022
Actif					
Créances sur les établissements de crédit et assimilées	403 041 143		43 001 222		446 042 364
Créances sur la clientèle	4 573 573 168	190 767 000	860 068 000	702 347 000	6 326 755 168
Portefeuilles de titres (transaction, placement et investissement)					
Effets publics et valeurs assimilées					
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Passif					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilées	1 346 424 011	1 051 100 164	2 662 291 251	3 065 420 798	8 125 236 224
Dettes envers la clientèle	-1 343 839 003				1 343 839 003
Dettes représentées par un titre					
Emprunts obligataires					
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables					
Autres dettes représentées par un titre					
Dettes subordonnées					

Note E. – Informations relatives aux parties liées.

(En Euros)	31/12/2023		31/12/2022	
	Montant concernant les entreprises		Montant concernant les entreprises	
	Liées	avec lesquelles il existe un lien de participation	Liées	avec lesquelles il existe un lien de participation
Actif :	345 954 052		455 317 870	
Créances sur les établissements de crédit	336 323 099		446 042 364	
Créances clients et comptes rattachés	9 630 953		9 275 505	
Passif :	7 906 409 544		8 161 873 366	
Dettes envers les établissements de crédit	7 867 463 759		8 125 236 224	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 945 786		36 637 142	
Dettes subordonnées				

Note F. – Honoraires des commissaires aux comptes.

KPMG	89 551 €	Honoraires de commissariat aux comptes
MAZARS	73 000 €	honoraires de commissariat aux comptes

Note G. – Filiales et participations

Tableau des filiales et des participations.

	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations dont les titres représentent plus de 1% du capital											
1. Filiales (détenues à plus de 50%)											
2. Participations (détenues entre 10 et 50%)											
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.											
1. Filiales non reprises au § A.											
a. Filiales françaises											
b. Filiales étrangères											
2. Participations non reprises au § A.											
a. Dans des sociétés françaises											
SAS Soliz, 52 rue Duplex, 44100 Nantes				300 027	300 027						Clôture au 30/09/2019
SA SPP, 10 place de de Joliette, 13567 Marseille				39 486	39 486						
b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)											

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2023.)

A l'assemblée générale de la société La Banque Postale Leasing & Factoring S.A.,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société La Banque Postale Leasing & Factoring S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité des comptes.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Provisionnement du risque de crédit. — La Banque Postale Leasing & Factoring S.A. constitue des provisions pour couvrir des risques avérés de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers en suivant les principes décrits dans la note 1.2.3 « Créances sur les établissements de crédit et la clientèle » de l'annexe aux comptes annuels. Les notes 2.2 « Opérations avec la clientèle » et 3.9 « Coût du risque » donnent des informations chiffrées sur les encours de crédit, les dépréciations associées et la constitution du coût du risque.

Les dépréciations sont estimées sur une base individuelle pour les créances dont le montant individuel est significatif. Pour les créances dont le montant individuel n'est pas significatif, la dépréciation est estimée sur une base statistique, en retenant un taux de provisionnement issu d'une approche collective statistique appliquée individuellement aux contrats.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à :

- prendre connaissance du dispositif de contrôle interne mis en place par la Direction pour identifier les créances douteuses et évaluer le montant des dépréciations sur encours douteux ou contentieux, tester l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre pour l'identification des encours douteux ou en contentieux, l'évaluation de la valeur des garanties reçues, les corrects traitements des données dans les outils informatiques métiers et leur déversement en comptabilité et apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit, du dispositif de valorisation des garanties,
- réaliser des analyses contradictoires des montants de provisions sur la base d'un échantillon de dossiers de crédit sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, et apprécier leur correcte actualisation et évaluation dans le contexte économique actuel.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations et du caractère approprié de l'information communiquée dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous :

- La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires, votre société considérant qu'elle n'entre pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer
- la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité des comptes

Nous remettons au comité des comptes un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux.

Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au comité des comptes la déclaration prévue par l'article L.823-16 du Code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des comptes des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 7 mai 2024.

Les Commissaires aux comptes :

MAZARS :
Charles de BOISRIOU ;
Associé,

KPMG S.A.
Xavier de CONINCK,
Associé.